

DEPARTEMENT
LOIRE
CANTON
RIVE DE GIER
COMMUNE
RIVE DE GIER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

ARRÊTE DU MAIRE

**ARRÊTÉ N° ARECO\_2024\_0019**

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE RELATIF À L'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC  
COMMUNAL À DES FINS COMMERCIALES  
M. AQUILES GONCALVES RODRIGUES – LE PORTIQUE -  
118 RUE JEAN JAURES  
PERMIS DE STATIONNEMENT**

Le Maire de la commune de Rive de Gier

Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, L 2212-1 et suivants,  
Vu le Code de la Voirie Routière,  
Vu le Code de Commerce,  
Vu le règlement des terrasses ouvertes, étals devant les boutiques, camions magasins, structures légères à vocation commerciale,  
Vu la délibération du conseil municipal fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public du **19 avril 2024**, par laquelle **M. AQUILES GONCALVES RODRIGUES** sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue d'exercer son commerce,

**ARRÊTE**

**ARRETE :**

**Article N° 1 :**

**M. AQUILES GONCALVES RODRIGUES** est autorisé à occuper 24,00 m<sup>2</sup> – **118 rue Jean Jaurès**, potentiellement établis sur un emplacement de 8,00 m de long par 3,00 m de large en vue d'exercer son commerce.

Type d'installation sollicitée : **terrasse (installation pour consommer).**

**La terrasse étant installée sur des places de stationnement, elle devra être démontée après le 31 octobre 2024, conformément au règlement « Terrasses » en cours. Toutefois, si cela n'est pas le cas après cette date, le permissionnaire devra démonter la terrasse, s'acquitter des amendes en vigueur et ne pourra pas prétendre à solliciter une nouvelle demande de terrasse pour 2024.**

**Article N° 2 :**

Conformément au règlement des terrasses en cours, et la terrasse étant installée sur des places de stationnement, la présente autorisation est accordée à titre précaire et révoquée jusqu'au **31 octobre 2024**. Elle est personnelle et incessible. Elle doit faire l'objet d'un renouvellement express sur demande écrite avant le **31 décembre 2024**.

**Article N° 3 :**

Le permissionnaire s'acquittera des redevances calculées en fonction de la surface relevée par des agents assermentés et des tarifs unitaires au m<sup>2</sup> fixés annuellement par le conseil municipal. Leur non-paiement entraîne de plein droit le retrait de l'autorisation.

**Article N° 4 :**

La présente autorisation ne s'applique pas pour les manifestations exceptionnelles. Une demande spécifique est à adresser à la Mairie quinze jours au moins avant la manifestation. Elle fera l'objet d'une autorisation sous forme d'arrêté.

**Article N° 5 :**

Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs des permissionnaires.

**Article N° 6 :**

Le permissionnaire devra laisser un passage devant permettre la circulation des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres personnes à mobilité réduite sur le domaine public réservé à ces fins, avec une largeur minimale de 1,40 m, sous peine de devoir diminuer la taille de sa terrasse, afin de garantir cette largeur minimale.

**Article N° 7 :**

La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, des différentes dispositions présentes dans le règlement des terrasses ouvertes, étals devant les boutiques, camions magasins, structures légères à vocation commerciale ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article N° 8 :**

M. le Maire, M. le Directeur Général des Services, M. le Commissaire de Police, M. le Chef de la Police Municipale et tous les Agents habilités à constater les contraventions à la police de la circulation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

**M. AQUILES GONCALVES RODRIGUES** devra également présenter cet arrêté à chaque fois que les agents municipaux lui en feront la demande.

**Article N° 9 :**

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon ou d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication

Fait à Rive De Gier,  
**Le Maire,**  
**Vincent BONY**